

LES HIÉRARCHIES DE LA TERRE DU POSTE DE DÉTROT (1701) AUX CANTONS DE MALDEN ET DE SANDWICH (1871)

Fernand Ouellet

L'idée de l'existence d'une paysannerie égalitaire au sein des sociétés en voie de se structurer dans le bassin du Saint-Laurent sous l'aile vigilante d'une métropole, elle-même très hiérarchisée, relève beaucoup plus du mythe que de la réalité¹. Car non seulement l'inégalité gisait-elle au cœur des institutions implantées en Nouvelle-France, mais elle habitait aussi l'esprit de ceux qui, à tous les niveaux, intervenaient dans leur fonctionnement. La distribution inégale des seigneuries aux diverses élites et des censives aux paysans selon le mode seigneurial illustre d'autant mieux la force de cette orientation initiale qu'il existait alors une grande abondance de terres et peu de personnes pour les occuper². Le fait est que cette tendance se manifesta de plus en plus à mesure que la prise de possession du sol progressa et qu'au XIX^e siècle les pressions démographiques se généralisèrent sur le territoire seigneurial. C'est ce que démontre le dépouillement des *aveux et dénombremments* et des *terriers*³ qui font état des moindres parcelles possédées par chaque individu, alors que les *recensements nominatifs*, tout en étant plus riches en informations diverses sur l'activité des individus, n'indiquent que la dimension totale de la terre louée ou possédée par les chefs de maisonnée et ne mentionnent à propos des seigneurs que les lots qu'ils exploitaient eux-mêmes. En effet, parmi les artisans de l'inégalité et ceux qui y étaient sujets, il n'y avait pas que les agents de l'État et les seigneurs (nobles,

¹ Cette étude n'est que la conclusion d'une étude étoffée qui paraîtra dans les *Cahiers Charlevoix*, numéro 5.

² Marcel Trudel, *Le Terrier du Saint-Laurent en 1663*, Ottawa, ÉUO, 1973 618 p.

³ Édition du terrier faite sous la direction de Jacques Mathieu et d'Alain Laberge, *L'Occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent, 1723-1745*, Sillery, Septentrion, 1991, 413 p. Voir en plus le terrier de la seigneurie de Laprairie, 1839-1841, 4 vol., ANQ, Papiers des seigneuries des jésuites.

ecclésiastiques et bourgeois), mais les roturiers eux-mêmes qui, dans leurs transactions au jour le jour, faites d'achats, de ventes, d'échanges, de legs et de *donations-partages*, se conformaient en gros aux lois existantes.

Ainsi, la transmission des biens s'opérait-elle à l'intérieur d'un système juridique qui, d'une part, encourageait le *partage égal* de la terre entre les descendants et, de l'autre, justifiait des pratiques qui consistaient à confier le patrimoine foncier à l'un des fils et à prévoir des compensations *équitables* pour les autres enfants. En temps d'abondance des terres, il était peut-être plus facile, théoriquement parlant, d'opter pour la solution qui évitait le morcellement excessif des avoirs fonciers. Par contre, en phase de saturation du territoire et de difficultés économiques, la situation incitait d'autant plus au partage égal de la terre que le système des compensations se trouvait lui-même menacé. De toute façon, en pareille conjoncture, aucune des deux méthodes ne pouvait prévenir, à la longue, la multiplication des individus sans terres, des dépendants du travail saisonnier et, éventuellement, des migrants intérieurs et extérieurs. Toujours est-il que, dans la seigneurie de Laprairie, 51 % des 1 515 parcelles de terre décrites dans le *Terrier de 1837-1841* provenaient d'un partage égal de la terre entre les descendants masculins et féminins. Comme, pour un grand nombre de propriétaires, les parcelles ainsi acquises s'ajoutaient à des avoirs fonciers existants et que plusieurs autres, pour des raisons de prestige et de profit, ou pour l'établissement des enfants, désiraient de terre que leurs voisins, il est évident qu'un nouvel équilibre foncier, toujours érigé sur l'inégalité, était sans cesse en construction. Nous avons la conviction que, même si l'*aveu et dénombrement* de 1723 ne mentionne pas les partages de terres entre les descendants, cette façon d'agir avait toujours joué un certain rôle dans les mouvements de la propriété foncière non seulement dans Laprairie, mais aussi ailleurs. Étant donné que les inégalités font partie du tissu social, il serait donc excessif de les définir uniquement en termes d'accès à la terre, à la propriété et de performances agricoles. Car l'accroissement des disparités à l'intérieur de la communauté canadienne-française et de la classe paysanne se déroulait aussi dans une société strictement divisée, d'une part, entre des classes dirigeantes instruites et des milieux populaires à peu près analphabètes et, d'autre part, entre des urbains plus alphabétisés et des ruraux peu touchés par l'école avant les années 1830-1850.

Ces dichotomies furent accentuées après 1760 par l'entrée en scène d'immigrants britanniques et majoritairement protestants qui, dans un premier temps, se concentrèrent surtout dans les villes et qui, plus tard, se dirigèrent en plus grand nombre vers les campagnes seigneuriales et, surtout, cantonales. Leur présence dominante dans l'économie s'exprima non seulement dans le commerce, les finances

et l'industrie, mais encore par des acquisitions, en tout ou en partie, d'un grand nombre de seigneuries et de cantons. Puis, à mesure que les immigrants anglophones se recrutèrent davantage dans les milieux populaires, leur intérêt pour la petite propriété foncière, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, s'accrut. Dans les zones seigneuriales, ils furent cependant limités dans leur progression par le fait que les Canadiens français étaient les premiers occupants du sol. Dès lors, la question de l'inégalité se posa dans le cadre d'une population multiethnique et multiconfessionnelle dont les éléments étaient inégalement répartis sur le territoire. Dans toutes les catégories sociales, les Britanniques, eux-mêmes divisés sur les plans ethnique et confessionnel, étaient beaucoup plus alphabétisés que la population canadienne-française. Les disparités entre les Canadiens français et les Britanniques étaient d'autant plus substantielles à cet égard que ces derniers étaient plus urbains et relativement plus présents dans les classes dirigeantes que dans les milieux populaires.

La société qui se forma après 1701 autour du fort et du poste de traite de Détroit était aussi constituée de militaires, de commerçants de pelleteries, d'esclaves et d'engagés pour la traite. Bientôt, grâce à l'aide de l'État colonial, une paysannerie presque égalitaire, faite d'éléments venus des campagnes de la Nouvelle-France, s'y était ajoutée. Après 1760, les commandants militaires britanniques tentèrent d'abord de préserver l'équilibre agraire existant, mais, bientôt, les Amérindiens distribuèrent *en signe d'amitié* de grandes quantités de terre à des commerçants de pelleteries et à des officiers militaires, surtout à des Britanniques⁴. La hiérarchie de la terre, ainsi étendue à l'ouest de Montréal, fut renforcée par la suite avec l'arrivée des Loyalistes, le licenciement des militaires, dont la plupart étaient des Britanniques, et la création du Haut-Canada en 1791. Elle fut même confirmée par les transactions quotidiennes des individus.

Le système du *franc et commun soccage* alors introduit dans les régions non divisées en seigneuries fut utilisé, non pas pour procéder à une distribution égale des terres, mais pour reconnaître, par la dimension des concessions, les services rendus, les mérites, la stature et l'utilité sociales des candidats. Et cela, avec l'idée d'assurer les bases d'une aristocratie foncière. Ainsi, le simple soldat, le loyaliste ordinaire et l'immigrant haut-canadien moyen étaient peut-être exempts des servitudes seigneuriales, mais ils se trouvaient quand même dans une société qui distribuait le sol d'une manière fort inégale. À la fin du XVIII^e siècle, à Malden et à Sandwich, l'inégalité foncière régnait non

⁴ Ernest Lajeunesse, *The Windsor Border Region. Canada's Southermost Frontier. A Collection of Documents*, Toronto, The Champlain Society, 1960, pp. 312-355.

seulement entre les différentes couches sociales, mais aussi entre les groupes ethniques et à l'intérieur de chacun d'eux. Les Canadiens français, arrivés les premiers, mais moins alphabétisés, moins élevés socialement et plus pauvres que les Britanniques, se situaient au deuxième rang et les Noirs, plus désavantagés qu'eux sur les plans économique et social, étaient au dernier rang⁵. Disons, cependant, que la classe des grands propriétaires fonciers, édifiée grâce au commerce des pelleteries et aux circonstances créées par l'indépendance américaine, était appelée à disparaître de la région. Car, à mesure que déclina le commerce des fourrures et que l'immigration s'accrut dans le Haut-Canada, ces personnages mirent leurs terres en vente et quittèrent la région. De la sorte, tel que l'indique le recensement de 1871, à Malden et à Sandwich, comme à Hawkesbury et à Alfred⁶, la terre se trouvait, par le simple jeu des achats, des ventes et des pratiques successorales, surtout répartie, quoique inégalement, entre ceux dont le rôle était de cultiver le sol.

La répartition inégale des terres dans la société et la paysannerie, comme le démontrent l'évolution du Québec ainsi que celle de Malden et de Sandwich avant 1871, n'était qu'un aspect de la prolifération des inégalités socio-économiques et socioculturelles à tous les niveaux. Étant donné que les apports migratoires successifs avaient été le fait non seulement de couples mariés et d'individus, mais aussi de groupes ethniques et religieux, les inégalités socio-économiques avaient acquis une intensité différente d'un groupe ethnique à un autre.

Parmi les facteurs qui, à part leurs antécédents, avaient contribué à ces disparités, telles qu'elles ressortent du recensement de 1871⁷, le

⁵ John Clark, « Land and Law in Essex County. Malden Township and the Abstract Index to Deeds », *Histoire sociale/Social History*, 11, 1978, pp. 475-493.

⁶ Fernand Ouellet, « Inégalités ethniques, disparités socioculturelles et hiérarchie de la terre à Hawkesbury et à Alfred en 1871 », *Cahiers Charlevoix*, 4, 2000, pp. 51-148.

⁷ ANC, recensement nominatif de 1871, Les cantons de Malden et Sandwich, bobines 9 888 et 9 889. La population qui sert de base à notre analyse comprend plus de 5 000 individus, sans compter les enfants qui fréquentaient les écoles. Pour les cantons de Hawkesbury et d'Alfred, voir les bobines 10 010, 10 011. Ces quatre cantons, les uns au sud-ouest et les autres à l'est de la province, avaient des populations comparables.

moment de l'arrivée de chaque groupe dans la région avait été très important. C'est ce qu'une comparaison des chefs de maisonnée de Hawkesbury et d'Alfred avec ceux de Malden et de Sandwich fait ressortir. En effet, les Canadiens français de Hawkesbury et d'Alfred y étaient arrivés bien après les Anglais et les Écossais, même après les Irlandais. Ils étaient venus en si grand nombre durant les années 1850-1860 qu'en 1871 ils comptaient pour plus de la moitié des chefs de maisonnée de l'endroit. Aussi, seulement 14 % d'entre eux étaient nés en Ontario. Pauvres et analphabètes aux trois quarts, ces migrants s'étaient trouvés plongés dans une société multiethnique, multiculturelle, à peu près alphabétisée, qui avait un pressant besoin de main-d'œuvre à bon marché. Pas étonnant que leurs élites aient été encore peu développées et que leur contribution à la valeur de la production, dite industrielle, n'ait été que de 4 % de celle de la région, même si leur classe artisanale y était adéquatement représentée. L'ampleur de leur présence parmi les travailleurs non qualifiés, dont ils constituaient 80 % des effectifs régionaux, était encore plus manifeste. Pourtant, leur rêve était de devenir propriétaires de terres et cultivateurs. Mais seulement 51 % et 47 % d'entre eux l'avaient réalisé. Il est vrai que, dans leur propre communauté, les cultivateurs constituaient le groupe le plus nombreux, mais les trois quarts d'entre eux appartenaient à la catégorie des agriculteurs qui, pour joindre les deux bouts, dépendaient du travail saisonnier en forêt et ailleurs. Pour tout dire, dans la hiérarchie sociale et la hiérarchie de la terre, les Canadiens français se situaient au dernier rang par rapport aux divers groupes anglophones.

À Malden et à Sandwich, au contraire, où leurs ancêtres avaient été les pionniers et s'étaient maintenus de génération en génération, leur communauté avait eu le temps d'acquiescer une plus grande maturité que celle de Hawkesbury et d'Alfred. Là aussi, ils étaient devenus majoritaires. Étant là depuis plus longtemps, ils étaient plus alphabétisés qu'ils ne l'étaient dans l'est de la province et leur contribution à la valeur de la production, dite industrielle, s'élevait à 28 %. Ils égalaient presque les anglophones en ce qui concerne l'accès à la propriété foncière. Enfin, ils étaient surreprésentés parmi les cultivateurs au point que leur communauté surpassait toutes les autres par son caractère rural et agricole. Ajoutons qu'ils n'étaient pas inférieurs aux anglophones en ce qui a trait à la récolte de céréales, de pommes de terre et de navets. Pourtant, comme à Hawkesbury et à Alfred, ils étaient derrière eux pour la superficie des fermes et loin derrière eux pour la production du foin et les productions animales. Au total, bien que plus dépendants du travail saisonnier que les anglophones, ils se trouvaient, par une marge considérable, dans une meilleure situation à cet égard que leurs compatriotes d'origine française de Hawkesbury et d'Alfred.

Par contre, entre les divers groupes d'anglophones des deux régions, les différences, bien que réelles, n'étaient pas considérables, même si ceux de l'Est avaient été les premiers arrivants et ceux du Sud-Ouest étaient venus après les Canadiens français. S'il fallait établir une hiérarchie à ces égards, il faudrait sans doute classer les Anglais au sommet, suivis de près par les Écossais et les Irlandais : les premiers dominant davantage parmi les classes dirigeantes, les deuxièmes par leurs performances au plan de l'alphabétisation et les Irlandais par leur présence dans les activités agricoles.

Quant aux Noirs qui habitaient la région de Malden et de Sandwich depuis l'époque française, ils avaient connu en cours de route tant d'aléas qu'à la veille de la guerre de Sécession ils ne formaient toujours qu'une fragile minorité. En 1871, leurs effectifs, également répartis entre les deux cantons, s'étaient accrus au point de surpasser en nombre les Écossais et les habitants d'origine germanique. Aussi, seulement un sur dix d'entre eux était né en Ontario et les autres aux États-Unis, alors que les Canadiens français l'étaient dans une proportion de 76 % et les anglophones de 23 %. Ils étaient plus pauvres que les autres, plus concentrés qu'eux dans les villes et leurs filles, pour trouver des maris, étaient à toutes fins utiles limitées à leur propre race. Leurs élites étaient à peine développées et leurs journaliers étaient presque aussi nombreux que leurs cultivateurs. Bien que beaucoup plus alphabétisés que les Canadiens français de Hawkesbury et d'Alfred et, même un peu plus que ceux de Malden et de Sandwich, les Afro-Américains se rapprochaient des Canadiens français de l'Est. Car ils étaient fortement sous-représentés parmi les propriétaires et les cultivateurs. Leurs terres étaient petites par rapport à celles des autres groupes, leur production faible, mais pas autant que celle des Canadiens français de l'Est, et leurs familles agricoles dépendaient des emplois saisonniers dans une proportion d'au moins 60 %.

Le moment de l'arrivée des individus et des groupes dans une région eut, certes, des effets significatifs et plus ou moins durables sur le développement des inégalités entre les communautés et à l'intérieur de chacune d'elles, y compris dans la paysannerie. Mais il n'était pas le seul facteur en cause. Dans leur étude sur les inégalités en Ontario, Gordon Darroch et Lee Soltow⁸ insistent non seulement sur l'ethnicité, l'âge et le lieu d'origine des individus et des groupes, mais en plus sur la religion et l'alphabétisation. Avec raison, d'ailleurs, puisque la

⁸ Gordon Darroch and Lee Soltow, *Property and Inequality in Victorian Ontario. Structural Patterns and Cultural Communities in the 1871 Census*, Toronto, UTP, 1994, 280 p.

religion, avec toutes ses ramifications, était à la fois, au même titre que l'ethnicité, un facteur de solidarité et de division.

En effet, les Canadiens français se distinguaient de tous les autres par l'unique intensité de leur attachement à une seule religion, le catholicisme. À Malden et à Sandwich, ainsi qu'à Hawkesbury et à Alfred, 98 % de leurs chefs de maisonnée s'en réclamaient. Aussi constituaient-ils dans les deux régions près de 80 % des catholiques, eux-mêmes étant responsables en grande partie du fait que les catholiques y étaient aux deux tiers majoritaires. Comme ils étaient les plus nombreux et les plus ruraux de tous, rien, sur le plan démographique, si ce n'est la forte demande de filles à marier dans les autres groupes moins nombreux, ne les incitait à contracter des mariages mixtes. À Malden et à Sandwich, dans tous les groupes excepté chez les Noirs, les plus urbains de tous, ces unions étaient plus nombreuses en milieu urbain que dans les campagnes. L'ethnicité était, bien sûr, un obstacle important, à tel point qu'un seul couple sur 1 447 anglophones et francophones incluait une conjointe noire. Par contre, six des maris afro-américains sur dix impliqués dans ces unions avaient pu choisir leurs épouses dans les autres groupes ethniques. Au total, moins de 5 % des couples canadiens-français, 33 % des anglophones et 17 % des Afro-Américains étaient formés de conjoints différents par l'origine ethnique. Comme l'appartenance religieuse constituait un obstacle plus considérable à ces mariages que l'ethnicité, seulement

1 % des époux canadiens-français 16 % des anglophones et 16 % des Noirs avaient épousé des personnes d'une religion différente.

À cause de ses liens presque exclusifs avec la religion catholique, de son sens d'une identité en péril, de son caractère linguistique et, tout autant par sa longue tradition d'analphabétisme, la communauté canadienne-française se distinguait des deux autres. En effet, à Sandwich et à Malden, comme à Hawkesbury et à Alfred, comme au Québec, il existait un énorme contraste entre les Canadiens français et les anglophones en ce qui concerne le savoir lire et écrire. Leur taux d'analphabétisme dans ces deux cantons du Sud-Ouest ontarien était, quant au *savoir lire*, plus de quatre fois plus élevé que celui des anglophones catholiques et plus de six fois plus élevé que celui des anglophones. Il était même supérieur à celui des Noirs qui, pourtant, avaient connu l'esclavage. Évidemment, ces disparités doivent être mitigées par le fait que les Canadiens français étaient plus ruraux que les autres et qu'ils étaient surreprésentés parmi les cultivateurs. Mais les Noirs, quoique plus urbains, étaient surreprésentés parmi les ouvriers non qualifiés, un autre groupe social davantage sujet à l'analphabétisme que les autres, et ils éprouvaient de très grandes difficultés d'accès à l'école dans les campagnes, au point d'y avoir les plus hauts taux d'analphabétisme de tous. Même si les épouses

canadiennes-françaises étaient les seules à être plus alphabétisées que leurs maris, les écarts entre elles et les épouses anglophones étaient à peine moins considérables que ceux qui séparaient leurs époux. Il est évident que cette longue tradition d'analphabétisme qui pesait encore sur eux avait eu des effets négatifs sur leur développement socioculturel et socio-économique. Ceci dit, ils avaient quand même bénéficié de la révolution scolaire puisque leurs enfants adultes étaient plus alphabétisés qu'eux et que leurs enfants d'âge scolaire fréquentaient l'école en nombre croissant.

Dernier point, à Malden et à Sandwich, les rapports ville-campagne avaient toujours été très importants. La création des villes de Amherstburg et de Sandwich pour remplacer Détroit, bien que dictée par des considérations politico-militaires, n'avait pas été un geste artificiel. Autant Détroit avait été une ville de relais pour la traite des pelleteries, autant ces deux villes avaient été des centres pour le trafic des produits agricoles. Là, comme ailleurs, la diversification des occupations et la progression des inégalités s'était accomplie, depuis le début du siècle, en symbiose entre des activités agricoles dominantes et des activités forestières et maritimes secondaires. Il est vrai que ces villes étaient le lieu privilégié des bourgeois, des artisans, des marins, des pêcheurs, des journaliers, des veufs et des veuves sans occupation déclarée. C'était aussi un endroit où l'accès à l'école était plus facile et où plus de six des chefs de maisonnée sur dix étaient des locataires. Mais ces villes ne possédaient aucune exclusivité à ces points de vue. Au point que la campagne, bien que le domaine presque exclusif de la paysannerie avait, en plus de sa bourgeoisie, ses classes populaires dont le revenu reposait, le plus souvent, sur le salariat. Notons aussi que c'était là que le poids de la présence française s'affirmait davantage non seulement par celui de la paysannerie, mais aussi par celui de la bourgeoisie, de l'artisanat et surtout des travailleurs non qualifiés. La concentration en ces lieux des veufs et des veuves sans occupation déclarée laisse peut-être supposer l'existence de pratiques successorales bien spécifiques aux Canadiens français.

Économiquement parlant, il est difficile de distinguer la bourgeoisie rurale de sa contrepartie urbaine puisque les activités principales de ces deux bourgeoisies étaient toutes polarisées par l'agriculture et la forêt. C'étaient souvent les mêmes individus qui exploitaient, les uns en ville et les autres à la campagne, à la fois des moulins à scie, à farine, à gruau et à carder. Il en était ainsi des distilleurs et des brasseurs qui convertissaient en alcool et en bière le plus gros des surplus de grains des cultivateurs. Par contre, les hommes d'affaires qui se livraient à l'emballage des viandes, à la fabrication des équipements agricoles et aux travaux d'imprimerie résidaient en ville.

Cette classe moyenne rurale et urbaine disposait aux deux endroits d'une main-d'œuvre saisonnière abondante et à bon marché qui se

recrutait non seulement parmi les ouvriers non qualifiés, mais aussi dans les familles de cultivateurs, dont le niveau de production se situait entre zéro et 399 boisseaux de céréales, de pommes de terre et de navets. Ces derniers représentaient 42 % des cultivateurs chez les anglophones, 45 % chez les francophones et 71 % chez les Noirs. Ce qui pourrait vouloir dire que la bourgeoisie rurale et urbaine avait son support et, jusqu'à un certain point, son prolongement parmi les cultivateurs qui généraient des surplus agricoles au delà de 399 boisseaux. Mesurée par la dimension de la terre, soit 100 acres et plus, cette catégorie de propriétaires agricoles, estimée à 35 % des occupants chez les anglophones, à 27 % parmi les Canadiens français et à 14 % chez les Noirs, contrôlait 61 % du sol chez les premiers, 56 % du sol chez les seconds et 33 % du sol parmi les derniers. L'étendue moyenne de ces terres était de 109 acres chez les Noirs et d'environ 150 parmi les deux autres groupes. Évidemment, il s'agissait de cultivateurs pour qui la main-d'œuvre familiale et l'équipement d'autrefois ne pouvaient suffire à la tâche.

Mesurée en termes de performances agricoles qui allaient au-delà de la stricte subsistance, soit de ceux qui récoltaient plus de 399 boisseaux de céréales, de pommes de terre et de navets, l'élite des producteurs était cependant plus répandue et moins richement pourvue en terre que celle définie par la possession de 100 acres et plus de

terre. C'est sans doute à ce groupe que Gordon Darroch se réfère lorsqu'il parle de « farm-based, middle-class social formation⁹ ».

Pour parler de capitalisme agraire, il faudrait sans doute réduire ce groupe à ceux qui récoltaient 1 000 boisseaux et plus de céréales, de pommes de terre et de navets. Ces individus qui n'avaient pas leurs équivalents parmi les Noirs, constituaient 11 % des producteurs parmi les anglophones et les Canadiens français et ils possédaient un tiers de la terre, récoltaient la même proportion de céréales, de pommes de terre et de navets et coupaient un tiers du foin. Encore là, Hiram Walker, le distilleur, serait, avec ses 900 acres de terre, ses 90 animaux de ferme et ses 90 tonnes de foin coupées, le chef de file de l'endroit. Ce qui démontre la grande difficulté de réduire la réalité à un seul concept qui engloberait tous les aspects de ce qu'on nomme la *Middling-class* ou *Middle-class rurale*.

⁹ Gordon Darroch, « Scanty Fortunes and Rural Middle-Class Formation in Nineteenth Century Central Ontario », *CHR*, 79, 1998, p. 656.

